

# SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

## COMITÉ SYNDICAL DU 17 DECEMBRE 2025

Convocations adressées le : mercredi 10 décembre 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08

Nombre de titulaires en exercice : 14

### **Titulaires présents :**

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ;  
Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET.

### **Suppléants à voix délibérative :**

Corinne CHAILLEUX ;

### **Suppléants sans voix délibérative :**

*Néant.*

### **Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :**

*Néant.*

### **Absents excusés :**

Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Laurent RAYMOND.

### **Secrétaire de séance :**

Franck MAZET.

**C 25/12/03 – VERSEMENT MOBILITE – EXONERATION DE LA FONDATION  
BERNARD VENDRE AMIPI**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1<sup>er</sup> Vice - Président, donne lecture du rapport suivant :

La fondation AMIPI (Association d'aides matérielle et intellectuelle aux personnes inadaptées) Bernard Vendre a pour objet d'aider des personnes présentant des handicaps mentaux à développer leurs capacités intellectuelles et à s'insérer socialement par l'exercice d'une activité professionnelle. La Fondation a bénéficié d'une exonération du versement mobilité pour son établissement situé, 12 rue Pierre et Marie Curie à Tours et ce pour une durée de 3 ans à compter du 24 janvier 2023.

Par courrier en date du 13 octobre 2025, elle a sollicité le Syndicat des Mobilités de Touraine pour que cette exonération soit prolongée.

En application de l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales, trois conditions cumulatives doivent être réunies pour accorder l'exonération du versement mobilité :

- être une fondation ou une association à but non lucratif ;
- être reconnu d'utilité publique ;
- exercer une activité à caractère social.

Dans un jugement du 27 février 2017, le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Tours a considéré que les trois conditions cumulatives prévues à l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales étaient réunies, permettant ainsi à la fondation AMIPI Bernard Vendre d'être exonérée du versement mobilité.

Il apparait que les conditions cumulatives prévues à l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales sont toujours réunies.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la demande d'exonération formulée par la Fondation AMIPI Bernard Vendre en date du 13 octobre 2025,

**Vu** le jugement du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Tours en date du 27 février 2017,

- **ACCORDE**, pour une durée de trois ans, l'exonération du versement mobilité au bénéfice de la fondation AMIPI Bernard Vendre pour son établissement situé 12, rue Pierre et Marie Curie à Tours.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

**Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,**

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Franck MAZET</p>	<p>Pour le Président et par délégation,</p> <p>La Directrice,</p>   <p>Soazic LE GUEN</p>
---	---